

Le ver était dans la pomme

Éric Martin

Number 305, Fall 2014

Ministère de la Formation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/72414ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Martin, É. (2014). Le ver était dans la pomme. *Liberté*, (305), 21–23.

LE VER ÉTAIT DANS LA POMME

Et si la crise actuelle de l'éducation au Québec avait ses racines dans le rapport Parent ?

ÉRIC MARTIN

À PEU PRÈS tout le monde s'entendra pour dire que l'éducation, au Québec, ne va pas bien. Les réformes pédagogiques sont décriées de toutes parts et les hausses de frais de scolarité de Jean Charest sont maintenant ajustées à l'inflation, gracieuseté de Pauline Marois. Et ceci malgré une grève étudiante d'une ampleur historique, qu'on s'affaire à oublier. Ces hausses, faut-il le rappeler, les libéraux les souhaitaient en 2012, sous prétexte qu'il nous était absolument nécessaire de rejoindre la moyenne canadienne afin que nos universités demeurent « compétitives ». Pour une bonne part des habitués des chambres de commerce et bon nombre des recteurs, le problème de notre éducation se résume en effet à notre difficulté à nous adapter au modèle américain de l'université commerciale et à financer la course à l'innovation technico-économique dans nos universités. Or, plus nous nous détournons des idéaux fondateurs de l'éducation moderne (construction de l'autonomie des sujets, développement de la faculté de juger, transmission de la culture et de la connaissance, etc.), plus nous écoutons le discours prônant « l'adaptation » de l'éducation à « un monde en constant changement », bref, à l'économie, plus la crise de l'éducation semble s'aggraver. Déjà en 1995, Michel Freitag, le regretté sociologue québécois, s'inquiétait de voir poindre ce qu'il appelait, dans un ouvrage éponyme, le « naufrage de l'université ».

La Révolution tranquille nous faisait pourtant miroiter des croissants de soleil pour déjeuner. Les libéraux de Jean Lesage promettaient la gratuité scolaire, le rapport Parent parlait d'une éducation inspirée par un « humanisme nouveau » et le ministre Paul Gérin-Lajoie assurait que les

réformes de l'éducation allaient garantir la survie de notre culture et de notre « groupe français » en Amérique du Nord. Nous allions créer un ministère de l'Éducation et avoir de vraies écoles, et peut-être même devenir enfin, comme le disait Bourgault, un « pays comme les autres ».

Au risque de renverser quelques idoles, il faut dire que, si notre éducation est aujourd'hui devenue utilitaire et commercialisée, cela ne tient pas du hasard. Le ver était déjà dans le fruit dès le rapport Parent, qu'on aime pourtant citer en tant que représentant de l'âge d'or d'un humanisme éducatif qui se serait mystérieusement volatilisé la semaine dernière. Le problème est qu'on évoque le fameux rapport plus souvent qu'on ne le lit. Certes, on y trouve de bien plus nobles intentions que dans les discours de n'importe quel ministre de l'Éducation des dernières années et, à n'en pas douter, l'ouvrage commande le respect. Mais si l'humanisme y est effectivement très présent, on en parle d'une manière confuse, tant on est tiraillés entre la transmission de la culture et la production d'un savoir adapté aux transformations de la société industrielle de masse.

On constate, d'ailleurs, en rétrospective, que ce n'est pas le meilleur du rapport qui innerve aujourd'hui notre système d'éducation. Au contraire, ses aspects les plus pragmatiques et utilitaires ont été confirmés. Nous avons sauté à pieds joints dans le capitalisme académique mondialisé. Si nous ne sommes pas devenus un pays, nous sommes par contre devenus « comme les autres ». Comme eux, nous alignons notre système d'éducation sur l'université américaine et nous livrons maintenant à une guerre sans merci afin d'obtenir les meilleures places dans les classements internationaux. Nous sommes, nous aussi, capables de ramper et d'être les champions de l'adaptation au « changement » technico-économique.

L'éducation et la révolution... technologique

LE RAPPORT PARENT, déposé en 1963, représente un moment charnière de l'histoire de l'éducation nationale. Le virage est majeur : il s'agit non seulement d'évincer les religieux des écoles, mais de créer un système où la planification de l'enseignement sera centralisée par l'État, lequel devra se montrer capable de réagir rapidement à la « révolution scientifique et technologique » galopante qui exige une main-d'œuvre adaptée à ses besoins. La révolution technologique provoque alors, nous dit-on,

ou dans la vie quotidienne. Le Québec n'a, semble-t-il, pas le choix de s'adapter au nouvel empire technoscientifique et économique; c'est là la motivation principale de la modernisation de l'éducation et de la création d'un ministère homonyme. Si elle ne le fait pas, l'économie stagnera et la nation québécoise sera déclassée dans la concurrence économique et scientifique internationale.

Le ministre Paul Gérin-Lajoie exprime bien la nouvelle idéologie de l'adaptation au développement industriel quand il dit que l'éducation canadienne-française n'est plus adaptée à la marche du monde et que

La crise de l'humanisme

DANS la nouvelle société techno, l'humain et le savoir ne valent que s'ils se montrent *utiles* du point de vue de l'industrie, de la technique et de l'économie. Or, on croyait, à l'époque du rapport Parent, pouvoir marier la préservation des valeurs humanistes, la défense de la culture et les exigences du progrès industriel. Aux yeux du ministre Gérin-Lajoie, la planification d'une explosion scolaire adaptée aux exigences nouvelles du développement n'était pas uniquement un enjeu lié à la concurrence économique, mais bien une question de survie pour les Québécois :

Ou nous serons renversés par elle, et ce sera la fin de notre existence comme groupe français, ou nous réussirons à la canaliser pour nous faire porter par elle à l'avant-garde du progrès. Dans cette aventure passionnante qui ouvre l'âge de l'esprit, le Québec n'a pas le choix.

À l'époque, les opposants au bill 60, qui a créé le ministère de l'Éducation qu'on connaît aujourd'hui, ont exprimé leur inquiétude. Ceux qui étaient pour la plupart des défenseurs de l'école chrétienne et de la tradition canadienne-française ont dénoncé les sources inspirant le rapport Parent, considérées comme antichrétiennes. Plutôt que de s'appuyer sur des prémisses philosophiques élevées, on s'en remettait à une forme de pragmatisme et de matérialisme. Selon eux, le rapport était teinté par la pensée anglo-saxonne, traversé par un esprit étranger et même dangereux pour les traditions religieuses et humanistes des Canadiens français. En effet, la culture et les valeurs spirituelles se trouvaient subordonnées aux exigences économiques, ce qui menaçait, dans leur perception, de les détruire.

L'un d'eux, le théologien André Naud, fit paraître une critique du rapport dans laquelle il se demande s'il suffit de développer des aptitudes et des méthodes techniques pour réaliser l'homme. Naud craignait que l'humain se laisse obnubiler par l'activité professionnelle ou scientifique et perde le souci de s'ouvrir à tout ce qui fait l'humain, substituant le règne des moyens à celui des finalités : « La pire erreur, en éducation, comme en tout autre domaine, est la méconnaissance des fins », disait-il. En expulsant l'Église de l'éducation, ne risquait-on pas de jeter le bébé avec l'eau du bain, c'est-à-dire la notion même de transcendance et l'humanisme qui y est rattaché?

Il serait facile et réconfortant de ne voir là que des bondieuseries énoncées par

Pour rester dans la course, nous devrions être prêts à privatiser nos écoles et à nous mettre au pidgin de l'anglais-business (ou même au mandarin, comme le prévoit l'OCDE). Après tout, qu'est-ce que le sacrifice de la langue et de la culture s'il nous permet de briller parmi les meilleurs sur le tableau de chasse du capital?

une « crise de l'enseignement », voire « de civilisation ». Notre éducation ne serait pas à la hauteur des chambardements technico-économiques en cours. Pour rattraper les autres nations, il nous faudrait planifier de manière beaucoup plus efficace l'arrimage entre éducation et impératifs économiques : « Le système d'enseignement de la province doit, comme celui des autres pays, évaluer suffisamment à l'avance les besoins futurs et se préparer immédiatement à y répondre. »

Les auteurs notent, sur un ton prophétique, que les sociétés occidentales s'apprêtent à entrer dans une ère technologique qui se traduira par une augmentation significative de la place que prennent la technique et la science dans la vie des individus et des sociétés. Cette accélération, disent-ils, sera sans précédent. Le savoir développé dans les universités sera mis à contribution pour créer des innovations techniques utilisables dans l'industrie, dans le monde commercial

l'ouvrier est condamné à devenir un paria inutilisable s'il n'est pas assez instruit pour suivre la révolution technico-économique :

Cette évolution rapide n'est pas terminée. Au contraire, elle continue à s'accélérer. Et ce qui est vrai aujourd'hui ne le sera pas nécessairement demain... Hier, l'homme sous-développé était un homme qui manquait de muscles. Aujourd'hui, c'est un homme sans formation technique ou professionnelle, *inutilisable dans notre type de civilisation*. Demain, ce sous-instruit qui ne manque encore que de stabilité et de sécurité sera un paria, un chômeur presque permanent et irrécupérable... Ceux qui cherchaient la preuve d'une transformation de la société canadienne-française [...] l'ont maintenant : depuis plusieurs années, nos structures d'éducation ont cessé de correspondre aux exigences des transformations de la société.

des conservateurs nostalgiques du Québec d'Ancien Régime. Mais nous devrions plutôt nous demander si l'esprit pragmatique et utilitaire de même que le progressisme optimiste qui se retrouvent en partie dans le rapport Parent nous ont bien menés à la « libération de la personne » humaine et à la « société des loisirs » dont rêvaient ses auteurs. A-t-on véritablement réussi à défendre la culture? Savons-nous aujourd'hui à quelle fin nous exigeons sans cesse de nos universités qu'elles s'arriment toujours davantage en *temps réel* à la production accélérée de « capital humain » qualifié et d'innovations brevetables? N'avons-nous pas plutôt bâti une éducation sans idéal, où l'adaptation à « la réalité » a pris le pas sur les véritables finalités de l'enseignement, c'est-à-dire sur la formation de l'esprit, le développement de la pensée critique, la découverte du patrimoine culturel, intellectuel, artistique et scientifique de l'humanité?

D'une aliénation à l'autre

DANS la guerre économique mondialisée qui nous tient maintenant lieu de monde, la culture québécoise et notre éducation nationale sont plus en danger que jamais. La révolution technico-industrielle que nous avons embrassée ne nous a pas permis, tel qu'on le croyait à l'époque, de survivre comme peuple. Elle a au contraire fait de notre culture une niaiserie superflue, une sorte de boulet passéiste dont il faudrait se débarrasser pour pouvoir accélérer encore davantage. Pour rester dans la course, nous devrions être prêts à privatiser nos écoles et à nous mettre au *pidgin* de l'anglais-business (ou même au mandarin, comme le prévoit l'OCDE). Après tout, qu'est-ce que le sacrifice de la langue et de la culture s'il permet de briller parmi les meilleurs sur le tableau de chasse du capital? Il faut être *ouvert* à tout cela. S'attacher à une culture nationale, n'est-ce pas de toute façon dépassé et vaguement xénophobe?

De grands intellectuels ouvrent déjà la voie. Ainsi, l'héritage que constituent les Cégeps ne semble pas émouvoir outre mesure François Legault, chantre de l'économie du savoir, qui propose tout simplement de fermer ces établissements uniques au monde, donc anormaux, et qui ne sont du reste, selon lui, qu'une « maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher ». Paradoxalement, nous avons exigé à grands cris qu'on sorte les religieux de l'école, mais ce fut aussitôt pour ouvrir grandes les portes du temple aux marchands, adeptes de l'esprit entrepreneurial et de la « création d'emplois », qui ignorent

Un ministère bien chargé

Les loisirs, le sport : de nobles buts à poursuivre. On peut tout de même se demander ce qu'ils font dans le même sac que l'éducation. Tient-on à nous signifier ainsi que cette dernière n'est qu'une chose parmi d'autres?

EN VERTU de sa loi constitutive, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport réalise ses activités dans les domaines de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que dans les domaines du loisir et du sport. Ses activités visent notamment à :

- promouvoir l'éducation, le loisir et le sport;
- contribuer, par la promotion, le développement et le soutien de ces domaines, à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel ainsi que du niveau de la pratique récréative et sportive de la population québécoise et des personnes qui la composent;
- favoriser l'accès aux formes les plus élevées du savoir et de la culture pour toute personne qui en a la volonté et l'aptitude;
- contribuer à l'harmonisation des orientations et des activités avec l'ensemble des politiques gouvernementales et avec les besoins économiques, sociaux et culturels. **L**

**Mission du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
(extrait du site web officiel)**

tout de l'éducation et la ramènent à la seule chose qui leur importe : l'économie et l'argent. Nous avons si peur de retomber sous l'emprise des soutanes que nous avons préféré nous mettre à plat ventre devant le réel comptable; nous en sommes maintenant les prisonniers, aux mains des « réalistes » de tout acabit qui ont hérité de la tâche de nous y adapter de gré ou de force. Dans la foulée, l'art est lui aussi menacé, puisque, de plus en plus, nous l'entendons aujourd'hui comme (sur)production au sein d'industries culturelles et communicationnelles, alors qu'il devrait servir à penser les finalités de notre rapport au monde et notre enracinement en lui.

Bilan d'un échec national

LE QUÉBEC a cru pouvoir harnacher le progrès, croyant qu'en bâtissant des écoles branchées sur la révolution technologique et le développement industriel, il pourrait assurer la survie de sa culture et de son peuple. Désormais, en éducation, la priorité est quantitative : augmenter les taux de diplomation. Quant au contenu et à la culture, cela cadre, hélas, mal dans les petites cases d'un tableur Excel. De sorte que « l'âge de l'esprit » qu'annonçait Gérin-Lajoie ressemble de plus en plus à l'âge de la bêtise.

Continuer à penser que le rôle de l'éducation n'est que de « s'adapter » à un monde « en constant changement », c'est participer à liquider l'humanisme et la culture. Cela ne servira qu'à accélérer les processus que nous avons cru chevaucher et qui ont fini par faire de nous les pantins de la destruction, comme le dit Paul Chamberland, c'est-à-dire les agents d'une destruction productiviste de l'humain, de la vie et de la Terre.

Il ne s'agit bien sûr pas pour autant de ramener les curés dans nos écoles et nos universités. Nous n'avons pas à choisir entre notre passé duplessiste et la destruction utilitariste du commun. Plutôt que de mettre la pensée au service des corporations, nous pourrions nous soucier de former des êtres humains capables de faire société. Mettre en place un tel projet veut dire en finir avec l'éducation-business utilitaire et commerciale pour dépoussiérer la tradition de l'humanisme classique et de l'école républicaine qui, à bien y penser, était pas mal moins bête que les universités inc. que nous faisons proliférer maintenant. **L**

Éric Martin est professeur de philosophie au Cégep Édouard-Montpetit